

Cabinet Yves BEGON

COMMISSAIRE AUX COMPTES

Membre de la Compagnie Régionale de LYON RIOM

26 avenue de Verdun

42000 SAINT ETIENNE

Tel : 04 77 92 05 30

y.begon@aaci-conseils.fr

TERRE DE MILPA

13 Chemin Frédéric Roman

69370 - SAINT DIDIER AU MONT D'OR

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux Adhérents

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'association TERRE DE MILPA relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code déontologique de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 01/01/2025 à la date d'émission de mon rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, j'attire votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 et ANC n°2023-03 qui modifient le règlement ANC

N° 2018-06 telles qu'exposées dans l'annexe des comptes annuels. Ce changement de méthode n'impacte pas le résultat de l'exercice. La présentation des comptes de l'exercice précédent n'est pas modifiée. Les éléments présentés en exceptionnel l'an dernier sont dorénavant inclus dans le résultat d'exploitation. Suite à la suppression des comptes de transferts de charges : les montants sont désormais inscrits en diminution des comptes de charges liés, ou en refacturation dans les produits annexes du chiffre d'affaires.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.821-53 et 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je porte à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon mon jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Des subventions et concours publics ont été accordés pour 308 875 €. Je me suis assuré, par tests, qu'elles étaient utilisées conformément à leur objet. L'analyse de ces appréciations n'appelle pas de remarques particulières.

Comme mentionné ci-avant, la note de l'annexe expose le changement de méthode comptable résultant de l'application de la nouvelle réglementation comptable relative à l'application du règlement ANC 2022-06 et 2023-03. Dans le cadre de mon appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, j'ai vérifié la correcte application du changement de réglementation comptable et de la présentation qui en est faite.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion, exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels

A l'exception de l'incidence du point décrit dans la partie Fondement de l'Opinion, je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies

significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. . En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A SAINT ETIENNE

le 06 mai 2026

Le commissaire aux comptes
YVES BÉGON



Bilan Actif

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	33 376	9 738	23 638	25 881
ACTIF CIRCULANT	Autres immobilisations corporelles	227 368	57 868	169 500	170 316
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes	3 945		3 945	3 945
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations	1 257		1 257	1 257
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
	TOTAL (II)	265 945	67 606	198 339	201 399
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production	3 500		3 500	3 000
	Produits finis	3 000		3 000	4 000
	Marchandises	3 306		3 306	500
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (2)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	11 406		11 406	16 300
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	143 927		143 927	111 937
	Charges constatées d'avance	119		119	144
COMPTES DE REGULARISATION	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments financiers et jetons détenus				
	Disponibilités	79 458		79 458	71 180
	TOTAL (III)	244 716		244 716	207 061
	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Ecart de conversion et différences d'évaluation Actif (VII)				
	TOTAL ACTIF (I à VII)	510 661	67 606	443 055	408 459

(1) dont immobilisations financières à moins d'un an

(2) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

FONDS PROPRES		31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	71 938	63 688
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	22 734	17 043
	Excédent ou déficit de l'exercice	24 146	5 691
	Total des fonds propres (situation nette)	118 817	86 421
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	196 627	198 307
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	196 627	198 307
Total des fonds propres		315 444	284 728
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
Total des fonds reportés et dédiés			
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
Total des provisions			
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit	7 146	10 451
	Emprunts et dettes financières divers (2)	300	
	Instruments financiers à terme		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	3 000	
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 071	30 944
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	34 099	43 131
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	8 233	6 094
	Produits constatés d'avance (1)	62 763	33 110
	Total des dettes	127 610	123 731
Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif			
TOTAL PASSIF		443 055	408 459
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		24 145,74	5 691,18
(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)		120 850	116 585
(2) Dont emprunts participatifs			

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	31/12/2024
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	4 584	3 552
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	79 033	58 515
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	26 492	8 588
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions	308 875	177 787
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	23 610	
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	95 028	88 800
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	32	3 517
	Utilisations des fonds dédiés		
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
	Autres produits	36 504	12 696
Total des produits d'exploitation		574 158	353 455
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises	23 360	3 930
	Variation de stocks	(2 806)	612
	Achats de matières et autres approvisionnements	17 055	15 603
	Variation de stocks		489
	Autres achats et charges externes	79 217	68 423
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	8 756	5 572
	Salaires	338 472	239 556
	Cotisations sociales	54 357	40 207
	Dotation aux amortissements et dépréciations	30 471	24 968
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Autres charges	932	266
Total des charges d'exploitation		549 816	399 625
RESULTAT D'EXPLOITATION		24 342	(46 170)

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

RESULTAT D'EXPLOITATION		24 342	(46 170)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	25	71
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
	Produits des immobilisations financières cédées		
Total des produits financiers		25	71
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	215	293
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des charges financières		215	293
RESULTAT FINANCIER		(190)	(222)
RESULTAT COURANT avant impôts		24 152	(46 392)
	Produits exceptionnels		56 201
	Charges exceptionnelles		4 100
RESULTAT EXCEPTIONNEL			52 100
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		6	17
TOTAL DES PRODUITS		574 183	409 726
TOTAL DES CHARGES		550 037	404 035
EXCEDENT ou DEFICIT		24 146	5 691
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat		51 210	41 337
TOTAL		51 210	41 337
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole		51 210	41 337
TOTAL		51 210	41 337

Etats financiers au 31/12/2025

ANNEXE

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Description de l'association:

Créée en mars 2020, TERRE DE MILPA est une association loi 1901 qui a pour objet le développement et la promotion de l'agroécologie, en oeuvrant pour l'égalité et la place des femmes, et en luttant contre les injustices et les différentes formes d'exclusion.

Les valeurs portées par l'association sont en particulier le respect des êtres vivants dans toutes leurs composantes, l'écologie, le bien vivre ensemble, le fonctionnement coopératif, l'entraide, l'écoféminisme, l'expérimentation et la connaissance.

Pour réaliser son objet, l'association aura notamment pour mission de permettre la création, la gestion et le développement de:

- une ferme d'insertion, d'apprentissage et de production en agroécologie (permaculture)
- un lieu de sensibilisation, d'échanges et d'expérimentation autour de l'alimentation accessible et durable
- un lieu de ressources, de recherche et d'accompagnement à l'installation agricole
- un lieu de solidarité, de soutien, d'entraide et d'hébergement de femmes

Elle pourra aussi développer d'autres activités en lien avec l'écoféminisme, l'écologie en général et la culture.

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **443 055 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **574 183 euros** et un total **charges** de **550 037 euros**, dégageant ainsi un **résultat** de **24 146 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2025** et finit le **31/12/2025**.

Il a une durée de **12** mois.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC N°2022-06 du 4 novembre 2022 complété par le règlement ANC n°2023-03 spécifique aux organismes à but non lucratif, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025, modifiant le règlement ANC n°2014-03 relatif au Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

" Changement de réglementation comptable - Application du règlement ANC n° 2022-06

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis conformément aux dispositions du règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 complété par le règlement ANC n°2023-03 spécifique aux organismes à but non lucratif, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025, modifiant le règlement ANC n°2014-03 relatif au Plan Comptable Général.

Ce règlement a notamment supprimé la notion de *transfert de charges*, dont les opérations concernées sont désormais présentées par nature au sein des charges et produits d'exploitation, financiers ou exceptionnels, selon leur qualification économique.

Par ailleurs, la définition et le périmètre des produits et charges exceptionnels ont été précisés, ceux-ci étant désormais limités aux éléments résultant d'événements majeurs et inhabituels, étrangers à l'exploitation normale de l'entité.

L'application de ces nouvelles dispositions a conduit à des reclassements de présentation entre les postes du compte de résultat, sans impact sur le résultat net ni sur les capitaux propres de l'exercice. Les données comparatives ont été retraitées afin d'assurer la comparabilité des informations financières entre les exercices.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Postes du compte de résultat	N-1 (présentation ANC 2014-03)	N-1 Reclassements ANC 2022-06	N-1 retraité (présentation ANC 2022-06)	N (présentation ANC 2022-06)
Cotisations	3 552		3 552	4 584
Chiffre d'affaires	67 103		67 103	105 525
Subventions	177 787	56 201	233 988	308 875
Dons manuels, Mécénats	12 645		12 645	60 114
Autres produits d'exploitation	88 850		88 850	95 060
Production immobilisée	0		0	
Transferts de charges	3 517	-3 517	0	
Achats	20 634	0	20 634	37 610
Charges externes	68 423	-3 517	64 906	79 217
Charges fiscales	5 572		5 572	8 756
Charges de personnel	279 762		279 762	392 829
Autres charges d'exploitation	25 234	3 631	28 865	31 404
Résultat d'exploitation	-46 170		6 399	24 341
Résultat financier	-222		-222	-190
Produits exceptionnels	56 201	-56 201	0	0
Charges exceptionnelles	4 100	-3 631	469	0
Résultat exceptionnel	52 100		-469	0
Résultat avant impôt	5 708		5 708	24 151
Impôt sur les sociétés	17		17	6
Résultat net	5 691		5 691	24 145

Les reclassements présentés ci-dessus résultent principalement de la suppression des transferts de charges et de la nouvelle définition des produits et charges exceptionnels introduite par le règlement ANC n°2022-06.

Les montants précédemment comptabilisés en transfert de charges seraient reclassés par nature au sein des charges d'exploitation concernées.

Certains produits et charges auparavant présentés en résultat exceptionnel seraient requalifiés en résultat d'exploitation, ces éléments ne répondant plus à la définition d'événements majeurs et

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

inhabituels.

Ces reclassements n'ont **aucun impact sur le résultat net**, mais uniquement sur la présentation des soldes intermédiaires de gestion.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les durées les plus généralement retenues ont été les suivantes :

Nature des immobilisations	Durée	
	de	à
Immobilisations incorporelles, logiciels	1 an	
Matériel et outillage	4 ans	10 ans
Installations générales, agencements et aménagements divers	4 ans	10 ans
Matériels de transport	3 ans	10 ans
Matériel de bureau et informatique	2 ans	3 ans
Mobilier de bureau	5 ans	7 ans

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Immobilisations

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2025
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres						
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels	30 931		2 444			33 376
	Instal., agencement, aménagement divers	153 803		18 969			172 773
	Matériel de transport	48 597		5 998			54 595
	Matériel de bureau, informatique et mobilier						
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours	3 945					3 945
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	237 277		27 412			264 689
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations	1 257					1 257
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières						
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 257					1 257
TOTAL		238 533		27 412			265 945

Amortissements

Etat exprimé en euros		Durée ou taux	Mode d' amts	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025
					Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres						
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui						
	instal. agencement aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels			5 051	4 687		9 738
	Autres Instal., agencement, aménagement divers			15 401	16 861		32 262
	Matériel de transport			16 683	8 923		25 606
	Matériel de bureau, mobilier						
	Emballages récupérables et divers						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES			37 135	30 471		67 606
TOTAL				37 135	30 471		67 606

Créances

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières			
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	11 406	11 406	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	412	412	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	83 128	83 128	
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	60 386	60 386	
	Charges constatées d'avances	119	119	
	TOTAL DES CREANCES	155 452	155 452	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

--	--	--	--	--

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		31/12/2025
Total des Produits à recevoir		83 128
Autres créances		83 128
<i>SUBV. METROPOLE LYON</i>	53 969	
<i>ETAT-DDTES</i>	9 620	
<i>DTREETS, AURA</i>	3 111	
<i>AURA - FEADER</i>	12 653	
<i>ETAT-CH. A PAYER-PROD.A RECEV.</i>	3 776	

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2025
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION CCA- HEBERGEMENT SITE INTERNET 2026		119	119
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			119

Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06	Fonds propres clôture 31/12/2024	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2025
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise	63 688		36 000	27 750	71 938
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves					
Report à nouveau	17 043	5 691			22 734
Excédent ou déficit de l'exercice	5 691	(5 691)	24 146		24 146
Situation nette	86 421		60 146	27 750	118 817
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	198 307		30 322	32 002	196 627
Provisions réglementées					
TOTAL	284 728		90 468	59 752	315 444

Provisions

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2025
PROVISIONS REGLEMEENTES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients	32		32	
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	32		32	
TOTAL GENERAL		32		32	
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles				32	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Dettes

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	7 146	3 386	3 760	
	Emprunts et dettes financières divers	300	300		
	Fournisseurs et comptes rattachés	12 071	12 071		
	Personnel et comptes rattachés	5 023	5 023		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	16 581	16 581		
	Impôts sur les bénéfices	6	6		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	12 489	12 489		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes	8 233	8 233		
	Dettes représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	62 763	62 763		
TOTAL DES DETTES		124 610	120 850	3 760	
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		3 305			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Charges à payer

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		31/12/2025
Total des Charges à payer		18 424
Dettes fournisseurs et comptes rattachés <i>FRS - FACT. NON PARVENUES</i>	7 077	7 077
Dettes fiscales et sociales <i>PERSONNEL - PROV. POUR C.P.</i> <i>CHARGES SOCIALES - PROV CP</i> <i>CONTRIBUTION FPC</i>	5 023 2 450 3 874	11 347

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2025
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			62 763
PCA- FONDATION FRANCE -D2F		5 000	
PCA- FONDATION AGIR SA VIE- 2DF		20 000	
PCA- TERRE DE LIEN- D2F		15 000	
PCA- AURA FEADER 2026-2028		12 653	
PCA- COTISATIONS 2026		110	
PCA- COUP DE POUCE -FOND FEMMES		10 000	
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			62 763

--

autres informations

Etat exprimé en euros

Engagements de retraite:

A titre d'information, un engagement de retraite a été estimé à la clôture et s'élève à 1 151,46 €; il n'est pas comptabilisé dans le bilan.

Hypothèses retenues pour le calcul de la provision "Indemnités de Fin de Carrière" (IFC) :

	Hypothèse retenue
Date d'évaluation	31/12/2024
Taux d'actualisation	3,60 %
Augmentation des salaires	Décroissance faible
Convention collective	Insertion (ateliers et chantiers)
Taux de charges sociales et fiscales	Cadre 50 % - Non cadre 50 %
Table de mortalité	INSEE 2015
Turnover	Faible
Conditions de départ en fin de carrière	60-64 ans, 100% départ volontaire et 0 % de mise à la retraite
Méthode de calcul	Méthode de prorata des droits au terme

Rémunération des administrateurs:

La Présidente, trésorière et secrétaire agissent dans le cadre du bénévolat. A ce titre, ils ne touchent aucune rémunération.

Effectif moyen

l'effectif moyen est de 16 salariés dont:

CATHEGORIE	EFFECTIF MOYEN
CADRES	1
NON CADRES	15
TOTAL	16

Concours publics et subventions

31/12/2025	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
Etat exprimé en euros						
Concours publics et subventions						
Concours publics						224 873
Subventions d'exploitation						52 000
Subventions d'investissement						48 986
TOTAL						325 859

Détail concours publics et subventions

Libellé	Concours publics	Subventions d'exploitation	Subventions d'investissement
ACI- MINISTERE DU TRAVAIL	162 394		
ACI- MINISTERE DU TRAVAIL MODULATION	7 927		
ACI- METROPOLE DE LYON- RSA	33 890		
METROPOLE DE LYON - BRSA ACCOMPAGNEM	17 550		
SUBV. METRO LYONNAISE - FSE		40 000	
SUBV. METRO LYON- FSE	3 111		
SUBV. PREFECTURE AURA- 2DF		2 000	
SUBV- MAIRIE LYONNAISE		10 000	
MSA-PREVENTION RISQUES			2 768
FONDATION CARITAS			2 603
PENAP- CHAZERIEU			506
PENAP 2022- METRO			10 432
PENAP 2024			4 418
CAISSE EPARGNE			9 000
SUBV LYON METRO			595
Totalisation	224 873	52 000	30 322

Variation des Subventions d'Investissement

Etat exprimé en euros	Subventions à la clôture 31/12/2024	Augmentation	Diminution	Subvention à la clôture 31/12/2025
Subventions d'investissement				
Subventions d'équipement	286 179	30 322		316 501
Autres subventions d'investissement				
Montant nominal	286 179	30 322		316 501
Quotes-parts virées au compte de résultat	87 872	32 002		119 874

	Subvention 2025	Accordées	Complétées	Utilités 2022		Utilités 2023		Utilités 2024		Utilités 2025		Reste à utiliser
				Invest	Charges	Invest	Charges	Invest	Charges	Invest	Charges	
NISA 08/2025		11 000,00	2 768,35							2 768,35		8 231,65
PEMAP Charente 20/12/25		505,68	505,68							505,68		0,00
Lyon métropole achat vélo 5/9/25		594,99	594,99							594,99		0,00
REGION AURA 12/11/25		7 212,00	0,00							7 212,00		7 212,00
FEDER 12/11/25		5 441,00	0,00							5 441,00		5 441,00
Caritas (10 000 Euro paille en bloc/déplacement)		2 603,01	2 603,01							2 603,01		0,00
Total		27 337	6 472	0	0	0	0	0	0	6 472	0	20 865
Subvention 2024												
		Accordées	Complétées	Invest	Charges	Invest	Charges	Invest	Charges	Invest	Charges	Reste à utiliser
PEMAP 2023 - 28/2/24		13 972,00	13 972,76									0,22
COCCAGNE PETITS PROJETS FONDATION BRUNEAU 20/7		10 000,00	10 000,00					10 000,00	6 345,00			0,00
CASSE EPARQUE 27/11/24		15 000,00	15 000,00					6 000,00				0,00
FONDATION VINCI 31/12/24		10 000,00	10 000,00					10 000,00				0,00
Fondation les Mûres / EXEMO 1/1/2022		15 000,00	15 000,00	11 401,00	3 599,00					9 000,00		0,00
Fondation Terra Solidaire 28/06/2022		13 000,00	13 000,00	13 000,00								0,00
Fondation groupe EDF 2022 Traile		20 000,00	20 000,00	20 000,00								0,00
Fondation groupe EDF 6/7/23 - 28/10/22		20 000,00	20 000,00									0,00
Grand Lyon PEMAP 17/10/22		4 870,00	4 870,00	4 870,00		17 460,00	1 598,00		942,00			0,00
Métropole 11/7/23		80 000,00	79 999,33	8 886,00		19 928,00	6 821,00	16 714,00	17 218,00	10 632,33		0,67
Minitaire du travail 11/7/23		4 186,00	4 186,00			4 186,00						0,00
CARLATS 10/6/23		20 000,00	20 001,00			15 380,00		4 451,00	170,00			-1,00
Métropole Lyon PEMAP 2023		65 000,00	64 999,00			14 988,00	157,00		5 510,00			1,00
Aura Seine Irrigation 31/8/23		20 000,00	20 000,00			20 000,00		44 344,00				0,00
Total		310 010	310 029	58 157	3 599	91 942	6 978	99 473	26 010	21 476	2 374	1
		337 387	316 501	58 157	3 599	91 942	6 978	99 473	26 010	27 946	2 374	20 865

Honoraires des Commissaires aux Comptes

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2025-01	Commissaire aux comptes 1				Commissaire aux comptes 2			
	AACI AUDIT							
	31/12/2025	31/12/2024	%	%	31/12/2025	31/12/2024	%	%

Honoraires des commissaires aux comptes certifiant les comptes

Honoraires afférents à la certification des comptes	3 079	2 640	100,00	100,00				
Honoraires afférents à la certification des informations en matière de durabilité (*)								
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes et la certification des informations en matière de durabilité								
Total	3 079	2 640	100,00	100,00				

(*) pour les missions prévues au II de l'article L.821-54 du code de commerce

Honoraires des commissaires aux comptes (CAC) ne certifiant pas les comptes et des Organismes tiers indépendants (OTI) pour la certification des informations en matière de durabilité

Honoraires des commissaires aux comptes (CAC) ne certifiant pas les comptes et des Organismes tiers indépendants (OTI) pour la certification des informations en matière de durabilité (*)							
--	--	--	--	--	--	--	--

(*) pour les missions prévues au II de l'article L.821-54 du code de commerce pour les commissaires aux comptes et à l'article L.822-24 du code de commerce pour les OTI »

Evaluation des contributions volontaires en nature

Répartition par nature de produits	31/12/2025	31/12/2024
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat BENEVOLAT 1272 HEURES EN BENEVOLAT D'EXPERTISE A 15€/H 1400 HEURES DE DIVERS GROUPES DE TRAVAIL, CUISINE ... A 15€/H 742 HEURES SUR LES CHANTIERS PARTICIPATIFS A 15€/H	51 210	41 337
	51 210	41 337
Total	51 210	41 337
Répartition par nature de charges	31/12/2025	31/12/2024
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations		
Personnel bénévole BENEVOLAT 1272 HEURES EN BENEVOLAT D'EXPERTISE A 15€/H 1400 HEURES DE DIVERS GROUPES DE TRAVAIL, CUISINE ... A 15€/H 742 HEURES SUR LES CHANTIERS PARTICIPATIFS A 15€/H	51 210	41 337
	51 210	41 337
Total	51 210	41 337

Cabinet Yves BEGON

COMMISSAIRE AUX COMPTES

Membre de la Compagnie Régionale de LYON RIOM

26 avenue de Verdun

42000 SAINT ETIENNE

Tel : 04 77 92 05 30

y.begon@aaci-conseils.fr

TERRE DE MILPA

13 Chemin Frédéric Roman

69370 - SAINT DIDIER AU MONT D'OR

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025

Aux adhérents

En ma qualité de commissaire aux comptes de votre association, je vous présente mon rapport sur les conventions réglementées.

Il m'appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui m'ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont j'ai été avisé ou que j'aurais découvertes à l'occasion de ma mission, sans avoir à me prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

J'ai mis en œuvre les diligences que j'ai estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui m'ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Je vous informe qu'il ne m'a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'assemblée générale en application de l'article L 612-5 du Code de commerce.

A SAINT ETIENNE

le 06 mai 2026

Le commissaire aux comptes
YVES BEGON

